



NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Colloque pré-ADF sur la jeunesse et la gouvernance

Addis-Abeba
10 octobre 2004

AIDE-MÉMOIRE

1. Contexte et justification

L'Afrique doit relever un grand nombre de défis au cours du XXI^e siècle pour assurer son développement. Les efforts qu'elle déploie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement seront vains, si elle ne s'emploie pas à réduire la pauvreté chez les jeunes. En dépit des nombreux efforts visant à réduire la pauvreté, il reste beaucoup à faire. En général, la situation sanitaire est mauvaise, le taux de chômage est fort élevé et le taux de scolarisation des jeunes Africains reste très faible.

La grande majorité de la population ayant moins de 30 ans, les jeunes doivent supporter les graves conséquences de la longue crise économique et politique qui affecte le continent. Les jeunes d'aujourd'hui deviendront les dirigeants de demain, qui devront prendre des décisions lourdes de conséquences. Il convient de développer les talents et les potentialités que recèle la jeunesse afin de valoriser effectivement les ressources humaines.

La pandémie du VIH/sida, un des nombreux défis que doivent relever les Africains, touche particulièrement les jeunes et fera un million de victimes parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans d'ici à 2005¹. Le taux d'infection est également inquiétant. Selon les dernières données fournies par l'ONUSIDA, plus de cinq jeunes sont infectés chaque minute, soit, au total, 2,6 millions de personnes chaque année². Ces chiffres étonnants montrent qu'il faut d'urgence prendre des mesures pour arrêter la propagation de la maladie et inverser la tendance.

Le faible niveau de développement économique des pays africains limite les possibilités d'associer cette frange très importante de la population du continent aux efforts de développement, ce qui a pour effet un taux élevé de chômage et de sous-emploi. Le sentiment de vulnérabilité, le désœuvrement, le sentiment d'impuissance et le désespoir des jeunes font de ce groupe un terrain propice au recrutement de soldats pour les conflits armés. Le phénomène des enfants soldats dans nombre de zones de conflit en Afrique illustre éloquemment cette situation.

Le développement de l'Afrique repose sur les jeunes d'aujourd'hui et, pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre des diverses initiatives de développement, il faudra mettre en place, au préalable, les conditions favorables au développement socioéconomique et à la participation des jeunes à un système démocratique. Ainsi, la participation des jeunes au processus de développement permettra de concrétiser la vision et les objectifs fixés dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Le défi à relever consiste à mobiliser les énergies et à transformer les systèmes de gouvernance pour que les jeunes se sentent inclus et représentés. Le nombre d'initiatives prises par les organisations de jeunes, les organisations gouvernementales et internationales qui s'emploient à répondre aux besoins des jeunes a sensiblement augmenté. Toutefois, en prenant

¹ Pathfinder International, Africa Regional Office : *Adolescent Reproductive Health in Africa: Paths into the next century*, Nairobi, Kenya: The Office 1999.

² UNAIDS. *Listen, Learn, Leave ! World Aids Campaign with Children and Young People; Facts and figures*. Geneva: UNAIDS, 1999

ces initiatives, les divers groupes n'ont pas adopté l'approche qui convenait et associé effectivement les jeunes à ces activités.

Dans ce contexte et compte tenu du rôle important que pourraient jouer les jeunes dans la recherche de solutions aux problèmes importants qui se posent actuellement au continent, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), en partenariat avec l'Union africaine (UA), ont décidé d'organiser un colloque sur le thème « Jeunesse et gouvernance ». Il s'agit là d'une occasion, pour ADF IV, de fixer un nouvel ordre du jour international pour la participation des jeunes au développement et l'examen des questions qui les concernent. Ainsi, les débats préliminaires sur la question revêtiront un caractère d'actualité, seront pertinents et fructueux. Ils porteront sur un grand nombre de questions allant de la représentation des jeunes dans les partis politiques au rôle des jeunes dans les organisations nationales, sous-régionales et régionales telles que l'Union africaine (UA) et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en passant par les autres mécanismes de représentation et le cas des jeunes femmes.

2. Objectifs

Le colloque pré-ADF sur la jeunesse doit donc servir de cadre de dialogue entre les divers groupes de jeunes, les experts et les autres participants sur les questions de planification des programmes pour permettre aux jeunes d'apporter leurs contributions aux débats actuels. Il doit, surtout, permettre de mettre l'accent sur la nécessité d'aborder de façon approfondie les questions touchant la jeunesse. Ainsi, les objectifs du colloque consistent à :

- Partager les connaissances et les informations et à faire le point sur les divers problèmes qui touchent la jeunesse africaine ;
- Définir les mesures à prendre et à formuler des recommandations permettant de relever les défis que doivent relever les jeunes Africains ;
- Définir des priorités et déterminer les moyens d'inciter les dirigeants africains, les jeunes, les partenaires de développement et les organisations internationales à s'employer à montrer le grand intérêt que revêt la promotion des jeunes pour la bonne gouvernance ;
- Examiner les modalités de la collaboration afin de créer une synergie entre les groupes des jeunes.

3. Organisation/structure

Le colloque comprendra deux séances plénières et trois séances en groupe interactives, y compris des discussions de groupe. La première séance plénière doit permettre de présenter la crise et les défis que doivent relever le continent africain, en général, et les jeunes, en particulier.

Un comité de rédaction sera créé pour la rédaction de la déclaration.

Les séances en groupe permettront également de tenir des débats approfondis sur les trois sous-thèmes suivants :

Première séance en groupe : « Jeunesse et VIH /sida »

La pandémie du VIH/sida montre qu'il est important et urgent pour les jeunes Africains de relever le défi de la gouvernance pour les jeunes Africains. Il est essentiel que les jeunes voient l'avenir avec optimisme, non seulement pour prévenir la propagation du VIH, mais également pour jeter les bases de la bonne gouvernance. Le groupe examinera, entre autres, les questions suivantes:

- Dans quelle mesure la pandémie du VIH/sida change t-elle la façon dont les jeunes Africains se voient eux-mêmes et voient leur avenir ?
- Quels sont les programmes et les politiques qui ont le mieux permis de lutter contre la propagation du VIH/sida au niveau des jeunes ?
- Quels sont les aspects de la pandémie, spécifiques aux femmes et aux hommes, qui intéressent le plus les jeunes ?
- Dans quelle mesure les jeunes peuvent-ils jouer un rôle important dans la lutte contre la pandémie ?
- Quels sont, sur le plan de la gouvernance, les autres moyens nécessaires, en ce qui concerne les jeunes, pour lutter contre le VIH/sida ?
- En quoi les incidences du VIH/sida en matière de gouvernance affectent-elles les jeunes et comment envisagent-ils de trouver une solution à ces problèmes ?

Deuxième séance en groupe : « Jeunesse, éducation et chômage »

Il est de plus en plus établi que le développement durable passe par les investissements dans les ressources humaines, notamment l'éducation. En Afrique, aujourd'hui, il est logique de concevoir et de mettre en place des systèmes d'enseignement en partenariat avec les jeunes. Le groupe examinera, entre autres, les questions suivantes :

- Comment les jeunes envisagent-ils leur formation et les ressources humaines nécessaires ?
- Quelles politiques en matière d'éducation ont le mieux permis de promouvoir le droit à l'éducation ?
- Quel type d'éducation est le mieux adapté aux besoins des jeunes, en particulier, au cours de cette période marquée par le VIH/sida ?
- Quels sont les plans d'action régionaux et internationaux d'éducation et de mise en valeur des ressources humaines qui sont adaptés aux jeunes ?

Troisième séance : « Jeunesse, démocratie et gouvernance »

Dans la plupart des pays, les pouvoirs publics se montrent condescendants envers les jeunes, reléguant leurs préoccupations au second plan et les confinant exclusivement à des activités telles que les sports et l'éducation. Nombre de partis politiques ont des « mouvements de jeunes », mais il s'agit souvent là non pas d'un moyen d'initier les jeunes à la politique, mais de les embrigader à des fins électorales. Certains pays ont essayé d'associer les jeunes à la conduite des affaires publiques, par exemple, en réservant aux jeunes des sièges au parlement et Mandela a proposé d'abaisser la majorité électorale à 14 ans. Dans le contexte actuel, il faut se pencher d'urgence sur les problèmes de la jeunesse et de la gouvernance en écoutant les points de vue des jeunes Africains eux-mêmes et en tenant compte de leurs expériences. Le groupe devra examiner, entre autres, les questions suivantes :

- Comment réformer les systèmes de gouvernance pour que les jeunes soient mieux représentés?
- Quel devrait être la majorité électorale?
- Faudrait-il mettre en place des mécanismes spéciaux pour que les jeunes soient représentés ?
- Quels rôles doivent jouer les mouvements de jeunes des partis politiques, les clubs de jeunes, etc. ?
- Quels mécanismes spéciaux faut-il mettre en place pour faire participer effectivement les jeunes femmes ?
- Quel rôle peut jouer un « parlement des enfants » ?
- Quels rôles les jeunes peuvent-ils jouer dans la mise en oeuvre des initiatives régionales, notamment l'UA et le NEPAD ?

4. Résultats attendus

Les débats devront permettre ce qui suit :

- Déterminer les principaux défis que doivent relever les jeunes Africains aujourd'hui ;
- Indiquer les principales recommandations à formuler et mesures à prendre pour relever ces défis ;
- Rédiger une déclaration en vue de son adoption et diffusion, entre autres documents.

5. Participants

Les participants doivent représenter divers groupes de jeunes ayant une assise nationale, régionale et continentale et une orientation thématique. Une place particulièrement importante sera accordée aux groupes de jeunes qui ont participé activement aux activités visant à responsabiliser les jeunes et à fournir des avis.

6. Partenariat

Le colloque pré-ADF sur la jeunesse, organisé par la Division des politiques et de la gestion du développement de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) en partenariat avec l'Union africaine (UA), sera parrainé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Les groupes de jeunes tels que le Mouvement des jeunes de la SADC, African Child Policy Forum, Forum des jeunes de l'Afrique de l'Ouest, le Secrétariat du NEPAD, etc. apporteront leur concours à ce colloque en tant qu'intervenants, experts et participants.

7. Langue de travail

Les séances auront lieu en anglais et en français. L'interprétation sera assurée dans les deux langues.

8. Date et lieu

Le colloque se tiendra au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba les 10 et 11 octobre 2004.

9. Personnes à contacter

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez prendre contact avec :

Le Directeur,
Division des politiques et de la gestion du développement
Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba (Éthiopie)
Tel : 251 1 51 12 27
Fax : 251 1 51 44 16
Adresse électronique : kargbo.uneca@un.org

Mme Emebet Mesfin
Spécialiste adjoint de la gestion du développement
Division des politiques et de la gestion du développement
Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba (Éthiopie)
Tel : 251 1 44 54 86
Fax : 251 1 51 44 16/51 19 53
Adresse électronique : emesfin@uneca.org

M. Stéphane Oertel
Spécialiste adjoint de la gestion du développement

Division des politiques et de la gestion du développement
Commission économique pour l'Afrique
B.P 3001
Addis-Abeba (Éthiopie)
Tel : 251 1 44 50 30
Fax : 251 1 51 44 16/51 19 53
Adresse électronique : soertel@uneca.org

M. Dawit Tesfaye
Spécialiste adjoint de la gestion du développement
Division des politiques et de la gestion du développement
Commission économique pour l'Afrique
B.P 3001
Addis-Abeba (Éthiopie)
Tel : 251 1 44 31 41
Fax : 251 1 51 44 16/51 19 53
Adresse électronique : dtesfaye@uneca.org